

Questions orales

M. Whelan: S'il y avait ce genre de système que nous avons pour d'autres produits, nous n'aurions pas à nous inquiéter au sujet du bœuf qui nous arrive d'ailleurs.

M. Mayer: Le ministre déforme complètement ce que je lui ai demandé. Je n'ai pas parlé d'arrêter les importations. Ce qui me préoccupe, c'est le prix auquel il arrive ici. S'il vient ici, c'est que la Communauté économique européenne le subventionne à hauteur d'environ 50c. la livre. Nous sommes désarmés devant cette concurrence. Si le ministre continue de laisser faire, cela va entraîner pour l'industrie de la viande des problèmes majeurs.

L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE

M. Charles Mayer (Portage-Marquette): Monsieur le Président, le ministre pourrait-il s'occuper personnellement de cette question par l'entremise de son ministère? Selon les accords du Gatt, il peut ouvrir une enquête ministérielle pour savoir si ces importations nuisent au commerce de la viande. En agissant ainsi, il pourrait intervenir plus rapidement car il n'aurait pas à attendre 90 jours ou 180 jours pour imposer un droit compensatoire. S'il veut bien intervenir au sein de son ministère en donnant ordre à ses collaborateurs de passer aux actes maintenant, il y aurait moyen d'empêcher qu'on écoule du bœuf chez nous à des prix très bas. Ce n'est pas tant la quantité de bœuf importé qui nous inquiète que le prix auquel on le vend.

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député devrait s'en inquiéter pourtant car on a vendu 800 fois plus de bœuf importé cette année que l'année dernière sur une période équivalente. Si les comparaisons avec le grand pays libre-échangiste du Sud l'intéressent, je lui rappelle que les États-Unis ne laissent entrer que 5,000 tonnes de bœuf, alors que leur population s'élève à 246 millions d'habitants.

M. Dick: Et le Canada lui?

M. Whelan: Si le député veut réglementer les importations, qu'il le dise clairement. S'il préfère un système de surcharges et de droits compensatoires, il devrait alors savoir que nous soutenons nos éleveurs de bétail, mais ce genre d'intervention prend du temps. Les éleveurs veulent qu'on les indemnise lorsqu'on impose pareil système. C'est chacun pour soi et c'est le tohu-bohu dans ce monde-là. Veut-il y mettre de l'ordre? Est-ce là la position officielle de son parti? Veut-il mettre un terme à ce genre d'importations? Je crois que c'est ce qu'il essaie de nous dire et ce n'est pas moi qui le lui reprocherai.

* * *

L'ÉDUCATION

LES FONDS ALLOUÉS À L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

M. Walter McLean (Waterloo): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État qui, hier, s'est dit très inquiet de la qualité et de la valeur de l'enseignement postsecondaire au Canada. Ces dernières semaines, le ministre a reçu des demandes en vue de tenir des consultations tripartites sur l'aide à l'enseignement postsecondaire, de la part des principaux secteurs de l'éducation au Canada: l'Association canadienne des professeurs d'université, la Fédération canadienne

des étudiants, ainsi que dans certaines recommandations du rapport Page-Symons, publié par l'Association des universités et des collèges du Canada.

Le ministre compte-t-il mettre un terme à la politique d'affrontement du gouvernement et amorcer des consultations publiques, comme on le lui demande, sur la nécessité de rendre compte des fonds alloués à l'enseignement postsecondaire par le gouvernement fédéral?

L'hon. Serge Joyal (secrétaire d'État): Monsieur le Président, le député tient des propos contradictoires. D'une part, nous avons chargé M. Al Johnson de consulter les diverses écoles postsecondaires au Canada. En effet, à ma demande, M. Johnson doit s'entretenir avec des représentants de l'opposition officielle, du Nouveau parti démocratique et de diverses associations d'enseignants et institutions d'enseignement au Canada.

D'autre part, à la suite de la proposition formulée par le député de Kingston et les Îles, nous avons accepté à l'unanimité un amendement au projet de loi C-12, en vertu duquel le secrétaire d'État est tenu de présenter chaque année à la Chambre un rapport sur le déroulement des négociations avec le conseil des ministres de l'Éducation concernant les objectifs nationaux de l'enseignement postsecondaire.

Que veut donc le député? Des consultations. Il y en a déjà eu. Je lui ai dit hier au comité que M. Johnson allait présenter un rapport au gouvernement et que ce dernier déposerait des documents sur les options possibles en vue de sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons avec les provinces.

En gros, les provinces n'ont pas voulu transmettre les crédits que le Parlement leur a votés l'an dernier. Le problème n'est pas dû aux priorités du gouvernement fédéral, mais bien aux provinces, qui n'ont pas placé l'enseignement postsecondaire en haut de leur liste de priorités.

LES CONSULTATIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES

M. Walter McLean (Waterloo): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au secrétaire d'État, qui vient de nous décrire une fois de plus la façon de procéder unilatérale du gouvernement. Grâce à M. Johnson, dont les services nous coûtent \$500 par jour, le gouvernement va encore une fois résoudre le problème sans consulter les provinces ou les institutions d'enseignement.

Le secrétaire d'État approuve-t-il dans l'ensemble les propositions de M. Turner, lequel recommande une intervention fédérale unilatérale en vue d'obliger les provinces et les institutions d'enseignement à marcher droit?

L'hon. Serge Joyal (secrétaire d'État): Monsieur le Président, le député n'est pas au courant des efforts menés le mois dernier par le député de Kingston et les Îles. Sur son initiative, nous avons apporté au projet de loi C-12 un amendement, en vertu duquel je serais tenu de négocier avec le conseil des ministres de l'Éducation. Nous avons accepté cet amendement avec l'appui du Nouveau parti démocratique. Si le député appelle une initiative unilatérale du Parlement une initiative unilatérale de la part du gouvernement, je ne sais pas ce qu'il lui faut!